

SSIAD LE CAILLY

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2023

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du SSIAD LE CAILLY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport qui font ressortir un déficit de l'exercice de 12 747 € et un total bilan de 378 500 €.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les comptes annuels des associations du secteur sanitaire et social sont établis conformément à des règles spécifiques prévues par le règlement ANC n°2019-04. Nous nous sommes assurés que les modalités d'arrêté des comptes annuels de votre association établis au 31 décembre 2023 annexés au présent rapport, étaient conformes à ces dispositions. Nous vous précisons que nos contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs présentés aux administrations de contrôles des différents établissements et ne concernent pas le bilan et le compte de résultat de chaque établissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée générale.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU (DES) COMMISSAIRE (S) AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Rouen,

BASSE SEINE EXPERTISE COMPTABLE
Société Commissaire aux Comptes Inscrite


Experte-comptable
de Pierre-Yves
DELARUE
N° 1405 544 17
ACTHEOS
N° 1405 52 40707

Pierre-Yves DELARUE

SSIAD le Cailly

COMPTES ANNUELS ANNEXES AU RAPPORT

Actif		Au 31/12/2023		Montant net	Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.		
Actif immobilisé	Frais d'établissement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	2 149	2 149		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	2 149	2 149		
	Terrains				
	Constructions	2 932	2 932	0	1 183
	Inst. techniques, mat.out. Industriels	112 495	78 339	34 156	37 675
	Immobilisations corporelles en cours				
Actif circulant	Avances et acomptes				
	TOTAL	115 427	81 271	34 156	38 859
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	153		153	150
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL	153		153	150
	Total II	117 729	83 420	34 309	39 009
	Stocks et en cours				
Actif circulant	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	5 319		5 319	20 840
	TOTAL	5 319		5 319	20 840
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	331 749		331 749	335 717
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	7 122		7 122	5 914
	Total II	344 191		344 191	362 472
Renvois	Frais d'émission des emprunts				
	Primes de remboursement des emprunts				
	Ecart de conversion Actif				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	461 921	83 420	378 500	401 481
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Edité à partir de Loop V5.14.0

Édité à partir de Loop V5.14.0

Édité à partir de Loop VS.14.0

Association SSIAD Le Cailly

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31/12/2023
Montants exprimés en EUR

	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 604	1 192
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	2 604	1 192
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)	2 604	1 192
3. Résultat courant avant impôt : (I-II-III-IV)	-9 028	5 266
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	3 372	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	3 372	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 093	238
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 973	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	7 066	238
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	-3 694	-238
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
VII	24	6
VIII		
Total des produits (I + III + V)	745 868	708 039
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	758 615	703 017
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-12 747	5 021
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-12 747</i>	<i>5 021</i>
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total		

8.3 Informations relatives à l'effectif

6

Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changement de méthode comptable	8
5.1.2	Changements d'estimation	8
5.1.3	Corrections d'erreurs	8
5.2	Dérogations	8
6	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	9
6.1	Actif immobilisé	9
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	10
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10
6.1.3	Modalités d'amortissement	10
7	Fonds propres	11
7.1	Tableau de variation des Fonds propres	11
7.2	Fonds reportés et dédiés	1
7.2.1	Fonds dédiés	1
7.3	Provisions réglementées	1
7.3.1	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	2
7.3.2	Provisions pour risques et charges	2
7.3.3	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	3
7.4	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	4
8	Informations relatives au compte de résultat	5
8.1	Produits du compte de résultat	5
8.2	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	6
8.2.1	Honoraires des commissaires aux comptes	6

1 Objet social

Le SSIAD Le Cailly (Services de Soins Infirmiers À Domicile) intervient sur différentes communes pour venir en aide au domicile de personnes en perte d'autonomie (personnes âgées, personnes handicapées, personnes atteintes de maladies invalidantes, ...) pour la réalisation de soins d'hygiène corporelle.

Les SSIAD sont des services sociaux et médico-sociaux qui assurent, sur prescription médicale, aux personnes âgées de 60 ans et plus malades ou dépendantes, aux personnes adultes de moins de 60 ans présentant un handicap et aux personnes de moins de 60 ans atteintes de maladies, des prestations de soins infirmiers sous forme de soins techniques ou de soins de base (conformément au décret n° 2004-613 du 25 juin 2004).

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les moyens d'action sont déployés sur les communes alentours de la localisation du siège de l'association située place saint Jean 76850 Bosc le Hard.

La population de l'établissement est principalement issue du Département de la Seine-Maritime.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements :
 - Matériel de transport : 12 774 € ;
- Ressources humaines
 - 10,13 ETP en moyenne sur l'exercice 2023 ;
- Autres moyens/dépenses engagées :
 - Les charges d'exploitation sur l'exercice s'élevaient à 751 524 €.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

- **Réforme de financement des SSIAD** : Pour rappel, l'article 44 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 prévoit notamment de faire évoluer la tarification des activités de soins pour passer d'un système de tarification forfaitaire par place non modulée en fonction des caractéristiques des usagers, à une tarification tenant compte du besoin en soins et du niveau de perte d'autonomie des usagers.
 - Dans ce contexte, l'établissement a pu bénéficier du recalcul de son forfait soin : la dotation cible à 5 ans pour l'établissement s'établit alors à 806 590€. Cette dotation sera atteinte grâce au mécanisme de convergence tarifaire, revalorisant dès 2023 de 1/5 chaque année le forfait en vue d'atteindre ce niveau de financement cible.
- Le forfait s'établit alors à 701 337€ en 2023.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 149			2 149
Immobilisations corporelles	111 550	12 774	8 896	115 428
Immobilisations financières	153			153
Total	113 852	12 774	8 896	117 730

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 149 €			2 149 €
Immobilisations corporelles	72 691 €	17 477 €	8 896 €	81 271 €
Immobilisations financières				
Total	74 840 €	17 477 €	8 896 €	83 421 €

6.1.3 Modalités d'amortissement

Type d'immobilisation	Durée
Logiciels	1 an
Matériel de Transport	5 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans

7 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

7.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général



7.2 Fonds reportés et dédiés

7.2.1 Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS PROPRES			A	AFFECTATION	AUGMENTATION	DIMINUTION OU	A LA CLOTURE
			L'OUVERTURE	DU RESULTAT		CONSUMATION	
Fonds propres sans droit de reprise			48 728 €				48 728 €
Fonds propres avec droit de reprise							
Ecart de réévaluation							
Réserves							
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée »			21 843 € 21 843 €				21 843 € 21 843 €
Report à nouveau							
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée »			111 911 € 111 911 €	5 022 € 5 022 €			116 932 € 116 932 €
Excédent ou déficit de l'exercice							
« dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée »			5 022 € 5 022 €	-5 022 € -5 022 €		12 747 € 12 747 €	-12 747 € 12 747 €
Situation nette			187 504 €			12 747 €	174 757 €
Fonds propres consommables							
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées			28 722 €			5 973 €	32 746 €
TOTAL			214 277 €		5 973 €		207 503 €

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés issus de	A		Utilisation		A la clôture de l'exercice	
	l'ouverture de l'exercice	Reports	Transferts	Montant global	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Formation des salariés	15 000 €				15 000 €	15 000 €
TOTAL	15 000 €				15 000 €	15 000 €

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

Les fonds non mouvementés font l'objet d'un projet de reprise sur les exercices à venir.

7.3 Provisions réglementées

7.3.1 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Rubriques	Situations et mouvements			
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	26 773 €	5 973 €		32 746 €
Provisions pour risques	5 000 €			5 000 €
Provisions pour charges	30 897 €		14 011 €	16 886 €
Total	62 669 €	5 973 €	14 011 €	54 632 €

7.3.2 Provisions pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour l'évaluation externe	5 000 €						5 000 €
Provisions pour charges : - IDR	30 897 €				14 011 €		16 886 €
Total	35 897 €				14 011 €		21 886 €

7.3.3 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	16 886 €		16 886 €
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Selon la convention collective de l'aide à domicile.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans ;
- Taux d'actualisation : 3.30% ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0%.

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

- Des statistiques propres.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 48% pour les cadres et 48% pour les non-cadres.

7.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres	-	-	-
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-	-	-
	Autres	5 319	5 319	-
	Charges constatées d'avance	7 123	7 123	-
TOTAL		12 441	12 441	-

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		37 432	37 432	-	-
Dettes fiscales et sociales		87 232	87 232	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-	-	-
Autres dettes		9 447	9 447	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL		134 111	134 111	-	-

8 Informations relatives au compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

8.1 Produits du compte de résultat

Répartition des produits d'exploitation		Montant en €
Produits de la tarification		704 941 €
Remboursements de formation		10 925 €
Dons manuels		115 €
Reprises de provisions		14 011 €
Remboursements AG2R		9 878 €
Autres produits		20 €
Total		739 891 €

8.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

8.2.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	2 472 €
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	2 472 €

8.3 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié (ETP)
Cadres	1
Agents de maîtrise et Techniciens	0,69
Employés	8,44
TOTAL	10,13